

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2014



2014, entre continuité et innovation

sommaire

Défendre la dignité humaine en temps de crise économique	4	Gaz de Schiste et mobilisations citoyennes en Europe	12
Les chrétiens s'engagent pour la solidarité (internationale)	5	Ressources naturelles	13
Une année riche sur la scène médiatique	6	Ensemble, construire la démocratie	16
Les commissions Justice et Paix régionales se mobilisent !	8	2014, une année pour se souvenir	17
Beaucoup de nouveautés au niveau pédagogique cette année!	10	Rapport financier	18
Comment mettre fin aux "minerais des conflits" ?	11	Les dons	19
		Une pierre précieuse à l'édifice	20

Ce rapport d'activités vient illustrer une année qui s'est révélée passionnante sur tous les terrains pour l'équipe et les volontaires de Justice et Paix.

Notre contexte de travail nous a fourni quantité d'occasions de faire valoir nos approches, nos outils d'analyse, nos moyens pédagogiques et nos arguments de plaidoyer. Jugez plutôt...

La commémoration du centenaire du début de la Première Guerre mondiale et du vingtième anniversaire du génocide contre les Tutsis au Rwanda a dynamisé et valorisé notre travail sur la mémoire. Des supports d'animation produits dans ce cadre ont conforté de nouveaux partenariats pédagogiques.

À l'échelle européenne, nous avons continué à porter une réflexion sur la gouvernance économique et financière mondiale et sur la manière de défendre la dignité des personnes victimes en ces temps de crise(s).

La collaboration avec nos partenaires du Pérou et de la RDCongo nourrit et renforce nos analyses et notre travail de sensibilisation.

Nos commissions régionales et diocésaines s'engagent sur ces terrains et le font savoir.

Cette année fut aussi riche en présences médiatiques diverses et en actions de plaidoyer politique fructueuses au niveau tant belge qu'europpéen.

En fin de compte, conscientiser les citoyens, les chrétiens et les décideurs contribue, nous le pensons, à rendre le monde un peu plus juste et un peu plus pacifique.

Les pages qui suivent témoignent de ce dynamisme et de cet impact.

Merci d'y avoir contribué par votre soutien !

Arnaud Gorgemans
Président

Défendre la dignité humaine en temps de crise économique

Notre réseau européen prend position

Chaque année, les représentants des 31 Commissions Justice et Paix d'Europe se réunissent pour leur Assemblée générale annuelle. L'occasion d'échanger sur des enjeux de société communs. Le choix de se réunir en Grèce n'était pas anodin... Depuis que la crise économique et financière a démarré en 2008, ce pays vit une véritable catastrophe sociale.

Nous nous sommes penchés sur le cas grec afin de prendre connaissance de bonnes pratiques de défense de la dignité humaine et d'en tirer des leçons sur les politiques européennes.

Nous avons en effet constaté qu'il y a une perte de confiance non seulement dans les instances politiques grecques mais aussi européennes ! Ceux et celles qui souffrent des conséquences de la crise économique ressentent une immense frustration face aux manquements systémiques des dirigeants qui ont privilégié les considérations financières au détriment des droits humains fondamentaux.

La prise de position, résolument d'ordre éthique et politique de notre réseau européen, est téléchargeable sur notre site Internet : http://www.justicepaix.be/IMG/pdf/JP_Europe_Final_Declaration_IW_FR.pdf

Réunis au pied de l'Acropole en Grèce, les représentants des Commissions Justice et Paix d'Europe ont déployé une ban-

nière sur laquelle les passants pouvaient lire "Changez la vie maintenant : tous et partout"... Une phrase qui symbolise le discours que St Paul fit aux Athéniens.



Chômage des jeunes : le défi de la solidarité

Justice et Paix Europe a également pris position sur la question du chômage des jeunes, un des défis sociaux majeurs communs à nos pays européens (plus d'infos sur ce site : www.justicepaix.be).

Les chrétiens s'engagent pour la solidarité internationale

Partir des réalités vécues par les Hommes

Justice et Paix est une organisation qui a dans ses missions une attention pour le développement d'une solidarité internationale : partir du vécu, montrer qu'il existe un lien, voire une responsabilité envers les populations du Sud de la planète et enfin développer, de manière collective, des pistes d'actions citoyennes, respectueuses de toutes les voix.

Dans nos interventions auprès de différents publics, nous privilégions les moments d'échange autour de réalités concrètes, vécues par des Hommes dans différents continents.

Parfois, nous entendons le scepticisme, voire le découragement auquel certains de nos concitoyens se trouvent confrontés. Mais souvent, de nombreuses pistes d'alternatives se dessinent. Osées, innovantes, créatives, ... Elles remettent en question les causes structurelles des situations d'injustice et de violence vécues ici et là-bas; en Belgique et dans le reste du monde.

C'est entre autres l'expérience que nous avons vécue lors d'une rencontre à l'Institut Lumen Vitae le 13 mai, dans le cadre de leur séminaire de rencontre avec l'Église locale. Merci aux 70 étudiants, hommes, femmes, prêtres, religieux(es) et laïc(que)s provenant d'Afrique et d'Amérique latine avec qui nous avons pu échanger et inventer des nouvelles pistes de solidarité internationale !

Notre présence à RivEspérance (Namur, 24-26 octobre 2014)

La deuxième édition de RivEspérance a eu lieu à Namur du 24 au 26 octobre 2014. Cet événement a rassemblé plus de 3000 personnes autour du thème "Dépasser la peur, oser l'espérance". Nous avons considéré que cet événement grand public était l'occasion de faire connaître notre travail et d'impulser une réflexion sur le rôle des citoyens belges dans la solidarité internationale : nous avons organisé deux ateliers, lieux de débat et de confrontation d'idées :

- Nous avons saisi cette occasion pour inviter les associations *Caritas* et *Entraide et Fraternité* à témoigner ensemble de nos rôles complémentaires dans le domaine de la solidarité internationale : l'aide humanitaire, l'éducation et le plaidoyer politique
- En duo avec Géraldine Thiry, chercheuse à l'*UCL*, nous avons remis en question la vision imposée par le PIB et avons impulsé une réflexion sur de nouveaux indicateurs pour une nouvelle prospérité : Et si l'économie nous parlait du bonheur ?

Interpeller à travers les médias

En 2014, Justice et Paix a multiplié les apparitions dans la presse belge et européenne. Voici une revue de presse non exhaustive des différents sujets que notre organisation a pu mettre en avant : démocratisation en RD Congo, la proposition de règlement européen sur les "minerais des conflits", l'économie du bonheur, les impacts de l'activité extractive au Pérou ou encore la participation citoyenne...

La liste complète est consultable sur www.justicepaix.be

Economie Missions économiques

Une mission utile mais qui fait débat

Quand Marcourt invite Bourgeois à voyager

Sébastien Toulon
Directeur de la Mission
au Pérou

Habituellement, lorsqu'on entend le mot "mission", on pense à un acte de charité ou à un voyage de pèlerinage. Mais, dans le monde des affaires, la mission est devenue un concept clé. Elle désigne l'objectif principal d'une entreprise et guide ses décisions stratégiques.

En 2014, le ministre de l'Économie, Jean-Claude Juncker, a lancé une initiative pour encourager les entreprises à définir et communiquer leur mission. Cette démarche vise à renforcer la confiance des consommateurs et à promouvoir des pratiques commerciales éthiques.

Le concept de mission économique est devenu un sujet de débat. Certains soutiennent qu'il s'agit d'un simple outil de marketing, tandis que d'autres y voient une véritable révolution dans la manière de concevoir les entreprises.

en plus, par exemple, l'économie sociale et solidaire, qui vise à combiner l'activité économique avec des valeurs sociales et environnementales.

Le débat sur la mission économique est complexe. Il implique de réfléchir à la relation entre profit et responsabilité sociale. Une mission bien définie peut aider une entreprise à naviguer dans un environnement de plus en plus exigeant.

En conclusion, la mission économique est un concept qui suscite de vifs débats. Elle représente un défi pour les entreprises de trouver un équilibre entre leurs intérêts commerciaux et leurs engagements sociaux.

Il est essentiel de continuer à explorer ce sujet et de promouvoir des modèles économiques qui soient à la fois rentables et responsables.

400
CONTACTS
Le nombre de contacts effectués par la Mission économique au Pérou en 2014.

207
COM' J'SOULAIER
Le nombre de contacts effectués par la Mission économique au Pérou en 2014.

"La princesse Astrid aurait dû rencontrer la société civile au Pérou"

Stéphane Bagnat, Bruxelles

Généraliste, humaniste, la princesse Astrid a été reçue au Pérou par le président Ollanta Humala. Cette rencontre a été l'occasion de discuter de la situation économique et sociale du pays.

Le Pérou est un pays riche en ressources naturelles, mais qui fait face à de nombreux défis sociaux et économiques. Une rencontre avec la société civile aurait pu offrir une perspective précieuse sur ces enjeux.

Le président Ollanta Humala a accueilli la princesse Astrid à Lima. Cette rencontre a été l'occasion de discuter de la situation économique et sociale du Pérou. La princesse a exprimé son intérêt pour le développement durable et la participation citoyenne.

Le Pérou est un pays riche en ressources naturelles, mais qui fait face à de nombreux défis sociaux et économiques. Une rencontre avec la société civile aurait pu offrir une perspective précieuse sur ces enjeux.

Il est essentiel de continuer à explorer ce sujet et de promouvoir des modèles économiques qui soient à la fois rentables et responsables.



La princesse Astrid, à gauche, et le président Ollanta Humala, à droite, lors de leur rencontre à Lima, au Pérou.

De Crem défend les missions prioritaires

On ne sait pas exactement la date à laquelle la princesse Astrid sera reçue au Pérou. Cependant, cette rencontre est attendue avec intérêt.

Le Pérou est un pays riche en ressources naturelles, mais qui fait face à de nombreux défis sociaux et économiques. Une rencontre avec la société civile aurait pu offrir une perspective précieuse sur ces enjeux.

Il est essentiel de continuer à explorer ce sujet et de promouvoir des modèles économiques qui soient à la fois rentables et responsables.

"L'Église refuse de voir le peuple privé de son droit de vote aux provinciales"

George Wehler (à gauche) lors de la 10^e conférence internationale de la Conférence des évêques catholiques allemands (CECA) à Cologne, le 27 mars 2014.



Le cardinal de Cologne George Wehler a déclaré mardi 27 mars que l'Église catholique en Allemagne refuse de voir le peuple privé de son droit de vote aux provinciales. Il a déclaré que l'Église ne peut pas se permettre de laisser le peuple sans voix dans les élections provinciales, ce qui est contraire à la démocratie. Il a également souligné que l'Église doit rester ouverte à la participation de tous les citoyens.

En 1970, le pape avait encouragé les évêques allemands à voter pour le parti chrétien-démocrate (CDU) lors des élections provinciales. Cette décision a été controversée car elle était perçue comme une ingérence de l'Église dans la vie politique. Cependant, l'Église a toujours insisté sur son rôle de conseil et de soutien moral.

Pis des troubles sociaux en Allemagne ont conduit à une démission partielle de la coalition gouvernementale. Les tensions sociales et économiques ont créé un climat de défiance envers le gouvernement, poussant certains membres à quitter leur poste.

Sur le terrain

Se poser d'abord une question, puis agir: le projet "Maison des Berlurons"

Un projet de loi a été présenté par le gouvernement allemand pour améliorer la situation des personnes âgées. Le projet, intitulé "Maison des Berlurons", vise à créer des structures de soins et de logement adaptées aux besoins des seniors. Les responsables politiques ont souligné l'importance de cette initiative pour garantir la dignité et le bien-être de la population vieillissante.



Un bâtiment de logements sociaux à Berlin.

Sur le terrain

Le ministre de la Justice allemand, Heiko Maas, a annoncé que le gouvernement envisageait de modifier la loi sur le droit de vote. Cette mesure vise à simplifier les procédures électorales et à encourager une participation plus élevée des citoyens.



Un tribunal allemand.

Les élections provinciales en Allemagne ont été marquées par une participation record. Les électeurs ont montré un fort intérêt pour les propositions des candidats, reflétant une prise de conscience croissante de l'importance de ces élections.

Le ministre de la Justice a souligné que ces élections jouent un rôle crucial dans la formation du gouvernement fédéral. Il a promis de continuer à travailler pour améliorer le processus électoral.

Le ministre de la Justice a également mentionné que le gouvernement envisageait de renforcer les garanties de confidentialité des données personnelles. Cette mesure vise à protéger les citoyens contre les abus de données et à renforcer la confiance dans les institutions publiques.

Le ministre de la Justice a souligné que ces élections jouent un rôle crucial dans la formation du gouvernement fédéral. Il a promis de continuer à travailler pour améliorer le processus électoral.

Le ministre de la Justice a également mentionné que le gouvernement envisageait de renforcer les garanties de confidentialité des données personnelles.

Et si l'économie nous parlait du bonheur ?

La mesure de l'indice économique de bonheur est devenue un sujet d'actualité. Les chercheurs ont découvert que le bonheur n'est pas seulement lié à la richesse, mais aussi à la santé, à l'éducation et à la qualité de vie. Cette approche offre une perspective plus holistique sur le bien-être des nations.



Les données indiquent que les pays qui investissent dans l'éducation et la santé obtiennent de meilleurs résultats en matière de bonheur. Cela suggère que des politiques publiques ciblées peuvent avoir un impact significatif sur la qualité de vie des citoyens.

Pour déminer le secteur minier dans les pays du Sud

Le secteur minier dans les pays en développement est souvent confronté à des défis complexes, notamment en matière de sécurité, d'environnement et de droits humains. Des initiatives internationales visent à aider ces pays à déminer ce secteur et à promouvoir une exploitation plus responsable et durable.



Un site minier dans un pays du Sud.

Les experts recommandent une approche intégrée qui prend en compte les besoins des communautés locales et les impératifs de développement durable. Cela implique une collaboration étroite entre le gouvernement, les entreprises minières et la société civile.

Le secteur minier

Le secteur minier mondial est en pleine expansion, alimenté par la demande croissante de métaux rares pour les technologies vertes et les énergies renouvelables. Cependant, cette croissance soulève des questions sur l'impact environnemental et social des activités minières.

Le secteur minier

Les gouvernements des pays producteurs de minerais doivent trouver un équilibre entre la maximisation des revenus et la protection de l'environnement. Des réglementations strictes et une surveillance rigoureuse sont essentielles pour garantir une exploitation responsable.

Les commissions Justice et Paix régionales se mobilisent !

En 2014, à Wavre, Liège et Namur, les commissions Justice et Paix régionales ont conscientisé leurs membres et leur diocèse à la lutte contre la précarité en Belgique et à la construction de la Paix en RD Congo. Tous les mois, ces volontaires se réunissent pour s'informer, analyser et mener des projets de sensibilisation.

Sensibilisation à la lutte contre la précarité : un projet interrégional

En 2014, les commissions régionales de Justice et Paix et la commission nationale francophone se sont mobilisées autour d'un projet commun intitulé "Sensibilisation à la lutte contre la précarité". Suite à un processus de construction collective, les commissions de Liège et Namur ont organisé deux soirées "ciné-débat" autour du documentaire "Le prix du pain" du réalisateur Yves Dorme. Ce film présente quatre personnes en difficultés économiques, lesquelles montrent également la force de se relever.

Ces deux soirées ont été fructueuses sur le plan de la sensibilisation à la lutte contre la précarité. En effet, les

volontaires du groupe local de Liège ont interpellé une quarantaine de citoyens et 5 partis politiques (cdH, Ecolo, MR, PS, PTB-GO), chacun représenté par un candidat aux élections. A Namur, la commission régionale a collaboré avec Vie Féminine et Missio pour animer les discussions avec une trentaine de citoyens.

Lors de ces deux soirées, les deux commissions régionales ont pu compter sur la présence de Christine Mahy du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté (RWLP), dont l'analyse et le plaidoyer sont essentiels dans la lutte contre les inégalités.

Les débats ont porté sur les situations de précarité vécues en Belgique et souvent ignorées de la société et sur le droit au logement comme un moyen primordial pour lutter contre la précarité.

Pour la Paix en République Démocratique du Congo

2014 a démarré en force pour la commission régionale du Brabant wallon. Afin d'exprimer sa solidarité avec ses frères et sœurs des Grands Lacs, elle a collaboré avec Entraide et Fraternité et Missio pour la Journée de l'Afrique, le 5 janvier 2014, dimanche de l'épiphanie. Dans le prolongement de cette journée, une veillée de prière pour la paix dans les Grands Lacs a également été organisée et une pétition a été lancée.

À travers cette dernière, il est demandé au gouvernement belge de soutenir la démocratie en Afrique des Grands lacs et d'encourager des prises de positions plaçant les intérêts de la population au-dessus des intérêts particuliers. Cette pétition a recueilli plus d'un millier de signatures.



Beaucoup de nouveautés au niveau pédagogique cette année!

Un fructueux partenariat a commencé avec Campus Saint-Jean, école secondaire à Molenbeek. CJP s'y associe à un groupe d'enseignants pour réaliser des activités visant à sensibiliser les élèves aux enjeux de notre consommation, notamment d'appareils électroniques, et à l'importance du recyclage. Une "boîte à GSM usagés" sera ainsi envoyée à la fin de l'année scolaire à une entreprise pour souligner que chacun peut agir à son niveau, même à l'école !

Année également marquée par de nouvelles collaborations avec les Hautes Écoles et Facultés universitaires. L'objectif est d'intervenir pendant la formation d'étudiants, notamment ceux qui se destinent au secteur privé, pour les interpeller sur leur rôle futur quant à une meilleure prise en compte de paramètres sociétaux dans les décisions liées à la gestion des ressources naturelles.

La Croix-Rouge de Belgique, la CNAPD et RCN Justice & Démocratie, voilà quatre organisations qui ont décidé de s'appuyer sur leurs complémentarités pour proposer une formation à destination des enseignants du secondaire dans le cadre de l'IFC. Autour du thème des conflits armés, deux jours de réflexions et d'échanges pour aider

les enseignants à sensibiliser leurs élèves aux principes démocratiques et aux droits humains et pour éveiller leur conscience solidaire et citoyenne. Première édition réussie en novembre 2014 !

En mars, le Campus plein sud battait son plein sur les différents campus universitaires en Wallonie et à Bruxelles ! Entre conférences avec intervenants du Sud, activités de sensibilisation, stands de découverte de projets, projection de films et autres, notre exposition sur les ressources naturelles en RD Congo a elle aussi contribué à la force du vent de questions et d'interpellations quant aux relations entre Nord et Sud en tournant sur les différents campus pendant toute la durée de l'événement !

Gaz de Schiste : les citoyens européens se mobilisent

Pour cette étude, notre choix s'est porté sur les **mobilisations citoyennes qui ont eu lieu en Europe ces dernières années suite à des projets d'extraction du gaz de schiste**. Ce gaz dit "non conventionnel" fait débat sur le vieux continent. Entre rêves de gains économiques, dangers environnementaux et conflits sociaux, partisans et détracteurs ne cessent de s'affronter. À l'heure où l'on parle de plus en plus de transition énergétique, aborder cette question nous a semblé capital. Jusqu'à présent, Justice et Paix s'était essentiellement intéressée à la problématique de l'extraction et aux mobilisations sociales qui en découlent dans les pays du Sud¹. Mais depuis un certain nombre d'années, nous observons que les dynamiques tendent à évoluer. Ce qui se présentait autrefois comme une problématique "Nord-Sud", se présente également aujourd'hui comme une question "Nord-Nord" et "Sud-Sud".

Dans ce cadre, nous vous proposons de suivre dans cette étude les **mouvements citoyens qui ont pris naissance en France et en Pologne**. De cette manière nous avons voulu mieux comprendre quels enjeux se cachent derrière l'exploitation du gaz de schiste et quelles réponses sont données par les populations. Des liens sont également établis avec les mobilisations rencontrées au Sud afin de mieux percevoir que ces conflits régionaux

se situent dans un contexte plus large de mondialisation et de recherche de l'indépendance énergétique.



¹Voir quelques analyses sur <http://www.justicepaix.be/?mot6>

Comment mettre fin aux “minerais des conflits” ?

Les consommateurs européens pourront-ils bientôt acheter et utiliser des tablettes, smartphones, ordinateurs et autres produits électroniques certifiés “libres de conflits” ?

A l’Est de la RD Congo, le commerce illégal de minerais par des groupes armés rebelles contribue depuis plus de 15 ans à intensifier et prolonger les conflits. Mutilations, massacres, viols, esclavage et déplacements massifs sont autant de souffrances vécues par les populations locales qui sont sous l’emprise de chefs de guerre locaux avides de profiter des bénéfices issus de la vente de ces ressources.

En Colombie, des groupes paramilitaires et la guérilla des *FARC* se détournent de la production de la cocaïne et prennent en otage des populations innocentes afin de les forcer à extraire de l’or, du coltan et du tungstène.

D’autres zones du globe sont également touchées par ce juteux commerce, comme la Birmanie ou encore la Centrafrique, le Zimbabwe, etc.

La Commission européenne a proposé en mars 2014 un règlement législatif visant à assurer un approvisionnement responsable en minerais par les entreprises européennes lorsque celles-ci s’alimentent dans des zones à risque, pour la plupart en proie à des conflits

armés endémiques. L’objectif annoncé était de rompre le lien entre ressources naturelles et conflits en mettant fin à l’importation de minerais qui contribuent à assurer la continuité des conflits armés dans le monde.

Mais en proposant un schéma d’auto-certification volontaire et en limitant la portée de la législation à seulement 450 entreprises importatrices de minerais bruts (non finis ni transformés) sur le marché européen, la *Direction Générale du Commerce* a loupé le coche.

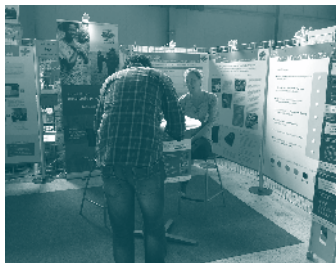
Pour qu’une législation soit réellement efficace à éradiquer l’importation de ces minerais et puisse ainsi contribuer au rétablissement d’une paix durable, **toutes les entreprises européennes qui importent, produisent et distribuent des biens contenant des minerais devraient avoir l’obligation de faire preuve de “diligence raisonnable” tout au long de leur chaîne d’approvisionnement. En d’autres mots, s’assurer que leurs fournisseurs ne contribuent pas à des conflits armés.**

C’est ce message que Justice et Paix s’est efforcée de faire passer aux décideurs politiques belges et européens tout au long d’une année 2014 très intense. 2015 verra le Parlement européen rendre son verdict et les négociations entre ce dernier et la Commission Européenne ainsi que le Conseil de l’UE démarrer... Atterissage programmé en 2016 !

Nous rencontrons le grand public

Cette année encore, *Justice et Paix* était présente au Salon Valériane et au FIFF à Namur, deux événements culturels d'envergure qui nous permettent d'aller à la rencontre des citoyens.

À Valériane, nous avons à nouveau mis en valeur notre exposition "De la mine au GSM" afin que le citoyen prenne conscience du lien qui l'unit au creuseur congolais et aux conflits vécus dans l'Est de la RDCongo. La chaîne d'approvisionnement du coltan permet au citoyen de visualiser les différents acteurs et le parcours



qu'effectue ce minerai à travers le monde. Il comprend ainsi que les minerais exploités en RDCongo par des creuseurs artisanaux se retrouvent dans les objets électroniques que nous utilisons au quotidien (Smartphone, ordinateurs portables...) et contribuent à enrichir des groupes armés. La conférence qu'organisait *Justice et Paix* en collaboration avec d'autres organisations était directement en lien avec le thème du stand. Des responsables politiques belges, européens tels que Philippe Lamberts, Marie Arena et

Claude Rolin sont venus s'exprimer sur la proposition de réglementation de la Commission Européenne proposant aux entreprises européennes de prouver l'origine "propre" des minerais qu'elles importent. Vaste chantier dans lequel *Justice et Paix* et d'autres organisations mènent un plaidoyer actif en faveur d'une réglementation contraignante !

Au FIFF, c'est aux élèves du secondaire que les animateurs de *Justice et Paix* se sont adressés. Les animations que nous avons proposées sont inspirées des films sélectionnés par le FIFF que les élèves ont visionnés le matin même. Cette année, le film "Les Héritiers" s'est prolongé par une animation sur les enjeux de mémoire suite à un conflit. L'outil pédagogique "Mémoriaction" créé en 2014 par *Justice et Paix* a servi de base à l'animation. Le film "Examen d'Etat" dont l'action se passe en RDCongo a permis d'interpeller les élèves sur les réalités de l'éducation dans ce pays et de les questionner sur d'autres enjeux tels que les conflits liés aux ressources naturelles. Grâce au jeu de rôles "Focus on Diamond", les élèves ont incarné les acteurs impliqués dans le commerce du diamant en RDCongo.



Ressources Naturelles

Créer des partenariats et agir sur le terrain

En septembre, *Justice et Paix* a accueilli Pablo Sanchez, directeur de l'association de défense des droits de l'Homme *GRUFIDES* à Cajamarca, au Pérou. *GRUFIDES* est une ONG partenaire de longue date de *CJP* qui forme les communautés locales à la connaissance des impacts des projets miniers et à la défense de leurs droits. Au cours de sa visite, Pablo a pu témoigner à plusieurs reprises de la forte répression dont sont victimes les défenseurs des droits de l'Homme au Pérou, de la part de l'État et des forces de sécurité des entreprises minières. En effet, le gouvernement péruvien ne cache pas son soutien aux entreprises étrangères opérant dans l'extraction des ressources naturelles. 20% du territoire péruvien est sous concession minière, et 60% des exportations péruviennes sont des ressources minières. Ces chiffres démontrent l'importance de l'extractivisme pour l'économie péruvienne. Malheureusement, ces activités s'effectuent trop souvent au détriment des populations locales, victimes des conséquences de l'extraction minière et peu impliquées dans ce processus. En réponse à leur mécontentement, l'État ne choisit pas la voie du dialogue mais répond par la force. La police et l'armée bénéficient de pouvoirs élargis par des lois adoptées récemment leur garantissant une certaine

impunité en cas de recours à la force. Pablo a pu partager son message avec des députés européens, des acteurs de la société civile et avec les citoyens plus largement lors d'une conférence à la Maison de l'Amérique latine. Pablo a également participé à un séminaire organisé par la CIDSE rassemblant des ONG catholiques européennes et leurs partenaires des quatre coins du monde autour d'une réflexion sur les transitions à mettre en place pour un monde juste et durable. Pour *Justice et Paix*, la venue de partenaires est une formidable opportunité de sensibiliser différents acteurs aux conflits sociaux liés à l'exploitation minière au Pérou et de préciser le message porté à nos responsables politiques.



Plaidoyer en vue de l'éducation civique et l'observation électorale en RDCongo

En mai 2014, nous avons accueilli en Belgique le Père Clément Makiobo, le nouveau secrétaire exécutif de la Commission Justice et Paix congolaise. Au programme : contacts associatifs et rencontres de haut niveau avec les Affaires étrangères belges.

Les médias ont relayé notre plaidoyer politique : interview dans *La Libre Belgique* et dans l'émission *Afrik'Hebdo* de la RTBF-radio. Sans oublier notre émission *En Aparté*, diffusée par RCF (Radio chrétienne francophone).



Ensemble, construire la démocratie

Afrique centrale

2 015 et 2016 sont des années importantes pour le renforcement du processus démocratique en Afrique centrale : les populations burundaise et congolaise se rendront aux urnes pour élire leurs représentants politiques. Malheureusement, la situation sociale et politique dans ces pays est très tendue : affrontements violents lors de manifestations, restriction de la liberté de la presse, menaces à l'encontre de défenseurs des droits humains...

La société civile locale, dont l'Église et ses Commissions Justice et Paix, œuvrent pour le respect des droits de l'Homme et l'alternance démocratique. Nous devons les soutenir dans ces efforts !

En 2014, le groupe de travail Afrique centrale de Justice et Paix s'est penché sur le contexte électoral au Burundi. Résultat de cette réflexion, une analyse très complète de la situation sociale, économique et politique du pays et des revendications politiques adressées aux décideurs belges et européens. Pour télécharger cet article : <http://www.justicepaix.be/?article889>

Le groupe de travail *Afrique centrale* est composé de volontaires de Justice et Paix qui, accompagnés de membres d'autres organisations, analysent l'actualité des pays des Grands Lacs et aident Justice et Paix à prendre position. Ils organisent des rencontres avec des acteurs associatifs, politiques ou académiques, belges ou d'Afrique centrale, avec qui ils partagent leur point de vue sur les situations en RDCongo, au Rwanda et au Burundi.

Envie de nous rejoindre ?

Contactez laure.malchair@justicepaix.be

2014, une année pour se souvenir

Le travail de mémoire post-conflit : un thème crucial toujours d'actualité

En 2014, nous avons commémoré les cent ans du début de la 1^{ère} guerre mondiale ainsi que les 20 ans du génocide rwandais. À cette occasion, Justice et Paix s'est penchée sur la délicate question du travail de mémoire à effectuer lors de situations de post-conflit : comment gérer son passé, et surtout, comment articuler mémoire, pardon et justice afin d'atteindre ce à quoi l'on aspire, à savoir une restauration du lien social ? Car, au-delà d'une vision réductrice ou d'un message simpliste prônant la réconciliation à tout prix, reste la question cruciale : comment faire pour que ces crimes ne se répètent pas ?

Cette réflexion, nous l'avons menée avec des citoyens désireux d'échanger sur la question et d'explorer les pistes d'action qu'ils peuvent déployer :

- 28 mars 2014 : La justice, chemin vers la réconciliation ? Une journée de formation auprès de 47 prêtres, diacres et assistants paroissiaux du vicariat de Bruxelles
- 9 octobre : Mémoire et histoire : se souvenir ou oublier ? Une journée d'animation pour 159 élèves de secondaire supérieur et leurs enseignants à partir de la projection du film "Les Héritiers" de Marie-Castille Mention-Schaar dans le cadre du Festival du Film de Namur

- 12 décembre : l'éducation à la mémoire des crimes de masse contemporains. Atelier d'échange organisé avec l'ONG RCN Justice et Démocratie et 26 représentants des milieux associatifs, universitaires, culturels et politiques belges.

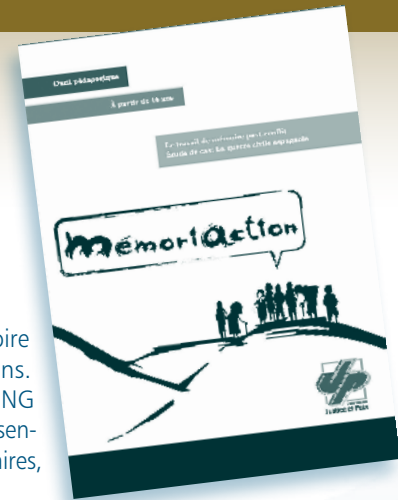
Deux outils nous parlent de la question de la mémoire et du traitement de l'histoire. Phénomènes complexes, ils traversent la vie de chaque individu et sont inhérents à l'évolution des sociétés. À ce titre, ils font l'objet de choix tant politiques que médiatiques auxquels le citoyen est quotidiennement confronté.

Passé, histoire, mémoire... quand la politique s'en mêle (aux Éditions Couleur Livres) - Prix : 8 euros

Mémoriaction, un outil sur le travail de mémoire post-conflit - À partir du cas de la dictature espagnole, cet outil présente des fiches théoriques, des supports médiatiques et des pistes pédagogiques. À destination de tout animateur et formateur de jeunes à partir de 16 ans - Prix : 5 euros

Nos outils peuvent être commandés auprès du secrétariat de Justice et Paix :

info@justicepaix.be ou **+32 2 738 08 01**



Rapport financier

DÉPENSES : 472.030,41 EUROS

En 2014 nous avons entamé notre première année du nouveau programme triennal de travail (2014-2016) avec la Direction Générale de Coopération au Développement : “Promotion d’alternatives pour une prévention et une résolution des conflits dans le monde qui intègrent la gestion durable des ressources naturelles”. C’est notamment notre travail autour des ressources naturelles, dont vous pouvez prendre connaissance dans ce rapport, qui est en grande partie possible grâce à ce financement.

Une autre part importante de nos activités expliquée au travers de ces pages concerne notre travail en tant qu’association d’éducation permanente financée par la Fédération Wallonie Bruxelles. Ce subside nous permet, notamment, de continuer à travailler avec nos volontaires et nos groupes de citoyens afin d’apporter une réflexion et un regard critique sur des sujets d’actualité.

Le détail de nos comptes est consultable sur le site de la BNB (www.bnb.be). Nos comptes et bilan sont vérifiés et validés par notre reviseur comptable qui donne foi de la bonne gestion et application des règles comptables en vigueur en Belgique.

RECETTES 2014	
Ventes et prestations	1.852,60
Dons	11.261,84
Aides à l'emploi	55.631,64
Direction Générale de Coopération au Développement	148.276,37
Fédération Wallonie-Bruxelles	203.261,86
Subventions publiques-projets particuliers (WBI)	3.137,26
Fonds privés	33.551,00
Autres produits d'exploitation	15.171,76
TOTAL RECETTES	472.144,33

DÉPENSES 2014	
Activités en éducation	356.166,76
Infrastructures permanentes et administration	106.387,47
Autres charges	4.858,71
Dotations amortissements et provision évaluation DGD	4.617,47
TOTAL CHARGES	472.030,41

RECETTES : 472.144,33 EUROS

En 2014 nos plus grandes sources de financement restent la Fédération Wallonie Bruxelles, pour notre travail d’analyse et d’écriture ainsi que pour notre travail d’animation et de formation, et la Direction Générale de Coopération au Développement, pour notre travail en tant qu’ONG d’éducation au développement.

La Commission Justice et Paix continue à travailler activement pour diversifier ses sources de revenus afin que celles-ci puissent lui permettre de travailler sur différents axes et avec une plus grande autonomie financière. Il s’agit d’un travail de longue haleine qui donne ses fruits progressivement et qui demande de la constance et de la rigueur de la part de toute notre équipe.

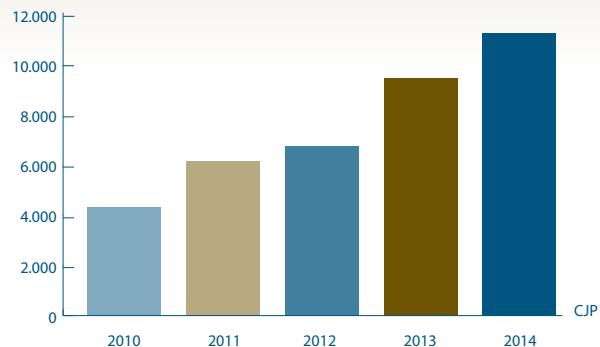
Vos dons nous donnent des ailes

Une année de plus, vous avez été sollicités pour soutenir notre cause et notre travail pour un monde plus juste et en paix. Une année de plus, nous tenons à vous remercier chaleureusement pour votre soutien. Vos dons constituent la partie de fonds propres nécessaires pour pouvoir développer toutes nos activités, subsidiées en partie par des pouvoirs publics.

Votre générosité nous permet de continuer notre travail de plaidoyer et de recherche ainsi que de sensibilisation et de formation auprès de différents publics, comme vous avez pu le constater dans les pages précédentes.

Vos dons permettent de réaliser toutes les activités auxquelles nous faisons référence dans ce rapport d'activités. Notre équipe engagée dans nos valeurs et notre mission ainsi que nos nombreux volontaires toujours fidèles au rendez-vous, associés à vos DONNS, sont la combinaison qui permet un travail de qualité.

Multiplés sont les acquis issus de cette année 2014 et nombreux sont aussi les nouveaux projets qui commencent en 2015, sans oublier ceux sur lesquels nous travaillons depuis de nombreuses années, tels que les projets liés aux minerais de sang et à la justice des Hommes.



En 2015, nous poursuivons notre chemin, bien rempli de défis et de nouveaux objectifs. Votre soutien sera toujours une des clés de notre succès. Votre geste de générosité nous permettra de continuer notre engagement pour la paix et la justice.

Un tout grand merci pour votre fidèle soutien en 2014 et un tout grand merci pour le soutien que vous nous consacrerez encore en 2015 !

Faites un don pour la Justice ! Faites un don pour la Paix !

En tant qu'institution agréée, une domiciliation de 3,5 euros par mois vous permet déjà d'obtenir une attestation fiscale (délivrée à partir de 40 euros versés par année).

Une pierre précieuse à l'édifice

Ces quelques pages vous exposent la diversité et l'intérêt des actions de Justice et Paix.

2014 a été faite d'innovations et de continuité : nous avons lancé de nouvelles lignes de travail et exploré de nouvelles pistes, tout en poursuivant le travail sur des thématiques et des chemins déjà ouverts, capitalisant sur nos outils et notre expérience. Entre réactivité, renouvellement et fidélité, nous nous sommes ajustés à de nouveaux défis, avons impulsé de nouvelles collaborations et réflexions sur des enjeux de société en évolution, en étendant par exemple le champ de notre plaidoyer vers les sphères européennes. Mais nous avons également œuvré à une amélioration de nos outils et de nos pratiques et maintenu le lien tant avec nos partenaires Sud et Nord qu'avec nos commissions régionales et nos groupes de travail formés de volontaires.

C'est grâce à la force vive de ces derniers que nous pouvons être sur autant de fronts à la fois. C'est cette connexion en réseau, cet échange d'informations et

d'énergie, qui a donné naissance à quelques-unes des actions que ce rapport d'activités vous présente. Et c'est l'engagement de nos volontaires et sympathisants qui les a ensuite rendues possibles.

En tant que citoyens, nous avons notre mot à dire sur la direction prise par notre société, et c'est bien ce que font les volontaires de Justice et Paix. Vous aussi pouvez participer au changement et donner du sens à votre place dans ce monde complexe, interdépendant et souvent inégal. Votre poids n'est pas négligeable : ensemble, chaque jour, des citoyens rendent le monde plus inclusif, plus juste et plus sûr. Ils le font en rassemblant leurs forces, en confrontant leurs idées, en apportant leur soutien aux causes qui appellent à leurs valeurs. Et ils n'attendent que vous.

Rejoignez une de nos commissions régionales ou un de nos groupes de travail, et informez-vous grâce à notre newsletter, nos comptes sur les réseaux sociaux et notre revue "Pour Parler de Paix".

Commission Justice et Paix francophone de Belgique, asbl

Rue Maurice Liétart 31/6
B - 1150 Bruxelles
Belgique

Tél. 32 2 738 08 01 - Fax 32 2 738 08 00

E-mail : info@justicepaix.be

Site : www.justicepaix.be

Twitter : [@FischerSantiago](https://twitter.com/FischerSantiago)

F : facebook.com/justicepaix

